

## LE COURAGE AU FÉMININ

Lors de l'assemblée générale du Planning familial (PF), le député socialiste Marc Angel a reconnu les lacunes du projet de loi sur l'IVG, assurant de sa volonté d'aller plus loin bien que conscient des freins dans la majorité. De son côté, la présidente du PF, Danièle Igniti, notant que les femmes de certains responsables, y compris côté chrétien-social, s'étaient opposées au projet, a souligné que ces dames avaient décidément plus de courage.

## CITATION DE LA SEMAINE

«Le [plafonnement de l'indexation] est la proposition la plus sociale entendue ces derniers mois. Et même la seule proposition sociale.»

Michel Wolter, président du CSV

## LOCALISATION EN QUESTION

Notant le développement rapide de l'Inde, le député ADR Fernand Kartheiser s'interroge sur la localisation de l'ambassade nationale, qu'il juge inadaptée aux exigences actuelles (délivrance de visas,...). Critique balayée par le gouvernement, qui rappelle la collaboration avec la Belgique en la matière, tout en reconnaissant une flexion sur la nécessité de déménager. À court, ou moyen terme...

# Le PIB en quête de bien-être

## Coup de balai sur la comptabilité nationale

Les États imaginent noyer le bien-être dans les comptabilités nationales. Naît ainsi le «PIBien-être». Au forceps?

MICHEL PETIT

On ne parle plus que de lui, du PIB, du Produit intérieur brut qui traduit la production, la richesse créée du pays. Une richesse essentiellement matérielle, peu sociale, peu environnementale.

Le PIB se calcule à l'aide de critères objectifs, d'indicateurs économiques, de statistiques, harmonisés par l'Europe et les Nations-Unies.

«Mais ça change», relève Jean-Philippe Cotis, directeur général de l'institut national de statistiques et des études économiques (l'Insee français): tôt ou tard, les facteurs subjectifs apparaîtront dans les calculs. Ces facteurs subjectifs du bien-être, à définir encore, ont fait l'objet d'une journée de travail, mercredi 19 mai, au siège de la BEI investi par le Conseil économique et social. Celui-ci a donc planché avec des spécialistes, de l'Insee et du Statec entre autres, sur la réforme de la comptabilité nationale et du PIB.

### LE SUBJECTIF EN LIGNE DE COMPTE

Les participants se sont focalisés sur les recommandations du rapport Stiglitz (prix Nobel d'Économie en 2001) réalisé, à la demande du gouvernement

français, notamment par Jean-Philippe Cotis, présent mercredi à la BEI. Cette étude est appelée à servir de feuille de route à l'attention des instituts de statistiques européens et des gestionnaires des finances publiques.

Et c'est bien ce document qui met en exergue l'indispensable calcul de bien-être, appuyé sur les revenus et la consommation. Il suggère un PIB qui reflète la vue des ménages, le patrimoine du pays, indice d'un bien-être présent et futur, la répartition, et donc les inégalités, des revenus.

Petite révolution comptable, le «PIBien-être» doit prendre en compte le non-marchand, les chiffres de la santé, de l'éducation, les activités bénévoles, citoyennes, politiques, l'environnement, la sécurité.

Et Cotis de répéter: «il ne faut pas perdre de vue la dimension subjective à côté de la dimension objective du bien-être. Il s'agit de concevoir des outils statistiques solides et fiables pour mesurer les relations sociales», mesurer la satisfaction des gens. Sachant aussi que le sentiment de satisfaction fluctue singulièrement selon les nationalités, les cultures.

Stiglitz, sans surprise, suggère d'intégrer des indicateurs environnementaux «pour mettre en évidence l'évolution vers des seuils dangereux.»

Reste à définir l'ensemble des critères. On pense à l'empreinte alimentaire, la consommation d'eau, la superficie des logements, l'accès aux ressources naturelles...

Définir les critères, les rendre communicables, transparents... c'est aussi ce à quoi doivent s'at-



Jean-Philippe Cotis, de l'Insee, relaie à Luxembourg l'intérêt des critères sociaux et environnementaux dans le calcul de la richesse d'un pays

ler le CES et le CSDD (Conseil supérieur pour le développement durable). Entre-temps, le Statec travaille de son côté sur la réforme du calcul du PIB, appelé aussi à réconcilier «ce qui compte et ce que l'on compte». Mercredi, Serge Allegrezza, aux commandes tant du Statec que du SES, évoquait les premières avancées de la réforme de la comptabilité nationale. La confection des comptes au rythme trimestriel fut à cet égard un gros chantier. Il plaide à nouveau l'indispensable rapidité des comptes qui

doivent servir d'information incontournable à l'usage des décisions des politiques économique, sociale et environnementale. Le PIB, ajoute-t-il, sert aussi de base imposable, indiquant aussi la contribution du Luxembourg dans la politique européenne.

Le Statec souhaite adopter les recommandations. Lui manque des moyens techniques, comme l'accès aux données fiscales. Et financiers. D'ores et déjà, les enquêtes sociales en font les frais. Le bien-être en chiffres, ce n'est pas gagné!

## DISSONANCES

# La revanche



JEAN-LOUIS SCHLESSER

Après avoir essuyé les foudres des justes lors de la débâcle financière, les fondamentalistes des marchés sont en train de prendre leur revanche. Les procédures de redistribution de richesses des États européens pour rendre la vie des citoyens vivable sont en train de se solder par des déficits publics colossaux. Les fondamentalistes gloussent de joie et souhaitent ardemment que, marchés aidant, les nations où le clientélisme des politiques a dépassé toute raison soient remis au pas.

Et puis, quoi qu'ils disent, l'insécurité ambiante actuelle avec les écarts de cotation soudains et imprévisibles doit bien arranger les adeptes de la spéculation. Avec les sommes gigantesques débloquées pour pérenniser le statu quo, ils sont assurés qu'après avoir senti le vent du boulet l'avenir leur appartient. On en revient enfin à de sains principes: Malthus pour ceux qui bossent, Adam Smith, David Ricardo pour ceux qui possèdent ou gèrent le capital.

Les solutions imaginées pour consolider le régime sont fascinantes à étudier, varient selon les caractères des peuples concernés et selon le poids des forces en présence. Dans les pays

dociles comme l'Allemagne, le Japon, ou dans un tout petit pays comme la Nouvelle-Zélande, pour ne pas toucher au primat du capital, il a été assez facile d'imposer des réductions de revenus ainsi que des régressions sociales quelquefois importantes et brutales. En Suède, depuis 1990, on l'a fait graduellement, de façon consensuelle, mais avec des conséquences radicales: régime mixte des retraites avec une part importante pour la capitalisation, abandon du statut privilégié des fonctionnaires (au Luxembourg, ce serait la mise en place d'un authentique statut unique), décentralisation de la négociation salariale (tiens, un bon terme pour parler de l'abandon de notre indexation des salaires), entreprises publiques privatisées, soumises à des critères de rentabilité. Les sacrifices suédois ont consolidé ce qui reste de l'État Providence mais ils n'ont pas touché au principe de privilégier le capital par rapport au travail.

On l'a dit, les Grecs, pour permettre au capital, aux riches, pour faire court, de continuer sur la lancée de leurs super-privileges, ont distribué, sous couvert d'euro, aux classes moyennes un

argent public fictif. La faute des classes dirigeantes de ce pays est doublement grave, celle des pays en Eurozone qui les ont laissées faire, impardonnable. Les plus pervers ont sans doute été ceux qui ont permis à une fonctionnalité inédite du capital rendue possible par les progrès des techniques de communication de réaliser des profits sans la moindre contre-valeur économique, d'y prélever une dîme au passage et de faire semblant d'avoir gagné leur vie honnêtement. Si en plus, dans ces pays - et on devra compter le Luxembourg parmi eux -, on a construit la légende que les sources de cet argent allaient continuer à être intarissables, nous en arrivons à la faute fatale de caractère historique.

Si M. Juncker s'insurge maintenant contre le tout-financier pour équilibrer le budget de l'État, n'oublions pas qu'il a mis presque vingt ans pour s'apercevoir du caractère malsain des fondamentaux grand-ducaux. Dans ces conditions, je ne m'étonne même pas des ricanements des talibans du marché. Mais je me déssole qu'on les laisse savourer leur revanche.